



La reconversion partisane

Fabien Escalona

► **To cite this version:**

Fabien Escalona. La reconversion partisane. Quatrième Congrès international du réseau francophone des Associations de Science politique : " Être gouverné au 21e siècle ", Apr 2011, Bruxelles, Belgique. halshs-00636910

HAL Id: halshs-00636910

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00636910>

Submitted on 2 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fabien ESCALONA, allocataire de recherche, IEP de Grenoble (laboratoire Pacte-PO).

Communication pour la ST12, dans le cadre du 4^{ème} congrès des associations francophones de science politique.

LA « RECONVERSION PARTISANE »

Un élément de résolution de l'énigme constituée par le paradoxe entre mutation des clivages et « gel des principales alternatives partisans » ?

« Les enjeux politiques qui mobilisaient les partis au XIX^e siècle sont aussi morts que le mouton servi la semaine dernière, et alors que surgissent les questions de l'avenir, celles-ci n'ont pas encore trouvé place dans les programmes des partis dont elles chevauchent les vieux clivages »
(John Maynard Keynes, 1925)

À partir de la prise en compte des effets de la globalisation et de l'eupéanisation sur les systèmes de clivage en Europe, cette communication propose et annonce une recherche sur le concept de « reconversion partisane », appliqué à la famille sociale-démocrate. Tout en avalisant l'hypothèse d'une nouvelle révolution historique à l'œuvre, il s'agit de soumettre de nouvelles pistes théoriques et comparatives, destinées à mieux comprendre l'adaptation d'une famille politique aux changements en cours, malgré son existence séculaire. Dans un premier temps, nous situerons notre problématique dans les débats consacrés à l'impact de la « révolution mondiale » et au « gel des principales alternatives partisans ». Après avoir posé ces premiers repères indispensables à la discussion, nous dessinerons les contours du concept de « reconversion partisane », et soutiendrons la nécessité d'une analyse comparée pour son application à la social-démocratie européenne. Enfin, nous défendrons dans une section conclusive l'intérêt de développer une telle notion, dans la mesure où cette dernière, en plus d'aider à appréhender la nature actuelle de la social-démocratie et de ses contradictions, peut se révéler un outil utile à l'analyse d'autres familles politiques.

1. Position du problème.

1.1. Les conceptions concurrentes des clivages partisans et de l'hypothèse du gel des principales alternatives partisans.

Disons-le d'emblée : pour le jeune chercheur s'aventurant à s'insérer dans les débats consacrés aux mutations des systèmes de clivages, la tâche n'est guère aisée. Non pas tant parce que les thèses qui s'affrontent ne sont pas repérables, mais pour cette raison que les termes de la

discussion sont souvent obscurcis par l'usage de termes ou d'expressions (« clivage », « hypothèse du gel ») dont les significations sont parfois différentes d'un auteur à l'autre. En effet, alors que des conceptions restrictives et extensives du terme de « clivage » existent, l'hypothèse d'un « gel des alternatives partisanes » devient souvent par glissement l'hypothèse d'un « gel des clivages », et ce sous différentes plumes. Dès lors, il convient de revenir à la démarche initiale de Rokkan et Lipset, formalisée dans leur célèbre et séminale introduction à *Party Systems and Voter Alignments*¹. Il s'agissait d'abord pour eux de fournir un modèle génétique des systèmes de partis européens stabilisés à l'orée de la « démocratie de masse » (i.e. l'instauration du suffrage universel et l'intégration politique de l'ensemble des citoyens). Identifiant deux révolutions historiques (la « Révolution nationale » et la « Révolution industrielle ») comme productrices de quatre clivages structurant durablement la compétition politique et les alternatives proposées aux citoyens, ces deux auteurs ont ensuite cherché à repérer dans l'histoire particulière de chaque nation les éléments expliquant les différences observées entre leurs constellations de partis respectives. Ainsi, la Révolution nationale a mis aux prises d'une part les tenants d'une sécularisation de l'Etat-nation face aux défenseurs de l'Eglise et d'autre part les constructeurs de l'Etat-nation centralisateurs face aux contre-mouvements issus des provinces et des périphéries. La Révolution industrielle, quant à elle, a opposé d'une part l'économie secondaire du monde urbain et l'économie primaire du monde rural, d'autre part les classes laborieuses (les travailleurs) face aux classes propriétaires (les possédants). C'est d'ailleurs en tant qu'expression politique des premières que sont nés les partis sociaux-démocrates, dont les traits pouvaient cependant varier, notamment selon le degré d'inclusion préalable des masses salariées². Cette vue trop générale masque le fait qu'hormis le clivage « Possédants/Travailleurs » présenté comme un facteur d'homogénéisation, les trois autres clivages ont pu être marqués par des alliances et des compromis expliquant les caractéristiques dissemblables des systèmes partisanes en Europe.

Qualifiés de « dimensions décisives d'oppositions dans les politiques occidentales »³, les clivages reflètent dans cette logique des conflits structuraux parcourant les sociétés, exprimés politiquement et institutionnalisés par des organisations partisanes. Rokkan, inspiré par le concept webérien de *Schickalsgemeinschaft* (communauté de destin), nous donne donc à voir le « clivage » comme la traduction, organisée politiquement, d'une identité collective elle-même fondée sur des intérêts économiques et/ou des orientations culturelles et idéologiques. Plus

¹ LIPSET S. M., ROKKAN S., "Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: an Introduction", in LIPSET S. M., ROKKAN S. (eds.), *Party Systems and Voter Alignments*, New York, The Free Press, 1967. Nous citerons l'édition française : *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008.

² Lire à ce sujet la récente étude de VÖSSING, K., « Social Democratic Party Formation and National Variation in Labor Politics », *Comparative Politics*, vol. 43, n°2, January 2011, pp. 167-186.

³ LIPSET S. M., ROKKAN S., *op.cit.*, p.70.

récemment, Stefano Bartolini a apporté sa contribution à une telle définition restrictive des « clivages », en insistant sur le fait que ces derniers devaient être considérés comme un type précis et singulier de « division », combinant « une claire orientation selon les intérêts, une vision normative nette et une forte base organisationnelle »⁴. Selon cette approche, les clivages se caractérisent par la durabilité de leur structuration de la compétition politique, même après que les conflits leur ayant donné naissance aient décliné. D'après Antoine Roger, lorsque des conflits inédits ne peuvent être absorbés par la structure initiale des clivages, alors une nouvelle révolution historique peut éclater et « [présider] à la formation de clivages originaux, qui ne se substituent pas à l'édifice constitué mais viennent bien plutôt s'y ajouter »⁵. A l'inverse, dans le cas d'une définition lâche des clivages, c'est-à-dire l'extension du terme à d'autres types de divisions, ou à « toutes les formes de polarisation politique dotées d'un ancrage social »⁶, les clivages se substituent progressivement à leurs prédécesseurs frappés d'obsolescence.

L'absence d'une définition partagée par tous de façon claire représente une source de complexité des débats portant sur une mutation des clivages partisans. A cela s'ajoute cependant une seconde source de confusion, portant sur la signification de « l'hypothèse du gel ». Dans le texte de Lipset et Rokkan, si le gel des « principales alternatives partisans » est évoqué, ce n'est pas celui des « clivages » eux-mêmes, et surtout il ne s'agit qu'à peine d'une hypothèse. Comme l'a déjà remarqué Peter Mair⁷, les deux auteurs faisaient plutôt état d'une observation empirique, pointant le fait que la configuration des systèmes de partis des années 1960 était très largement semblable à celle des années 1920. Ils relevaient que les alternatives proposées aux citoyens, nées sur les versants des quatre clivages fondamentaux, étaient ainsi « plus anciennes que la majorité des électors nationaux »⁸. Réfutant le caractère d'évidence d'un tel constat, Lipset et Rokkan invitaient d'ailleurs à une démarche analogue à celle que nous proposons ici : comprendre comment des partis nés avant ou à la fin de la Première Guerre mondiale sont parvenus à traverser les événements historiques et les mutations sociales ayant bouleversé depuis les sociétés occidentales. Cet étonnement, nous le partageons vis-à-vis de la famille sociale-démocrate, dont la persistance comme « grande alternative » tout au long du 20^{ème} siècle est frappante, en particulier depuis la fin des années 1970 et son incapacité à renouer avec le projet qui avait fait ses « jours glorieux » après-guerre.

⁴ BARTOLINI, S., « La formation des clivages », *Revue internationale de politique comparée*, vol.12, n°1, 2005, p. 34.

⁵ ROGER, A., « Clivages et partis politiques », in BELOT, C., MAGNETTE, P., SAURUGGER, S., *Science politique de l'Union européenne*, Economica, Paris, 2008, p. 198.

⁶ *Idem*.

⁷ MAIR, P., *Party System Change: approaches and interpretations*, Oxford University Press, 1997, pp. 4-5.

⁸ LIPSET S. M., ROKKAN S., *op.cit.*, p. 99.

Cependant, de nombreux travaux ont remis en cause la pertinence de ce constat pour la période postérieure aux analyses de Lipset et Rokkan, en mettant en avant les changements dans la structure sociale, les nouvelles attentes exprimées et l'augmentation de la volatilité électorale⁹, comme autant d'indices d'un « dégel ». Selon Peter Mair, c'est toutefois faire fausse route que de lier l'hypothèse du gel à une fixité de la structure sociale, pour la bonne raison qu'aucune société n'est statique : le lien entre des groupes sociaux particuliers et des partis exprimant une identité collective singulière serait donc nécessairement amené à évoluer¹⁰. Par ailleurs, Julian Thomas Hottinger reproche à ces travaux d'avoir pris les partis individuels comme unité d'analyse¹¹. L'unité pertinente, souligne-t-il à raison, consiste plutôt dans les familles de partis positionnées sur les versants des quatre clivages fondamentaux. La destinée des partis singuliers compte en effet moins que celle des alternatives partisanes qu'ils incarnent. Un tel changement d'optique, comme le montre une étude de Mair et Bartolini, révèle alors que la volatilité électorale totale reste contenue, mais en augmentation à l'intérieur des « blocs » de droite et de gauche traduisant les versants du clivage de classe¹². Focalisé sur les questions de volatilité électorale, Hottinger néglige cependant un des arguments contre la théorie du gel qu'il a pourtant identifié : la naissance de nouveaux partis. Or, beaucoup plus que la volatilité électorale entre partis, c'est cet élément qui retient l'attention.

La naissance de partis écologistes et de partis d'extrême-droite xénophobes représente un défi pour les tenants d'un gel des *clivages* : il apparaît en effet acrobatique de rattacher ces nouvelles familles partisanes aux versants des quatre clivages de Lipset et Rokkan, à moins de nier la spécificité des projets qu'elles portent et la réalité (contrastée) de leur essor. L'argument d'Hottinger sur l'absence de volatilité entre grands blocs de gauche et de droite, fût-il puisé aux meilleures sources, ne nous apparaît pas convaincant. Non seulement l'intérêt de la théorie des clivages est d'analyser la constitution des familles partisanes plus finement que leur transposition sur un axe d'opposition droite/gauche, mais nous pourrions aller plus loin en notant que si les alliances de la famille écologiste sont majoritairement orientées à gauche, cela ne relève pas d'une loi intangible, ainsi qu'en atteste la croissance des alliances régionales et locales entre Verts et conservateurs en Allemagne. En revanche, et c'est un point important compte tenu de la problématique soulevée par cette communication, la naissance et le développement de ces

⁹ DALTON, R., FLANAGAN, S., BECK, P., *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment ?*, Princeton University Press, Princeton, 1984 ; SHAMIR, M., « Are Western European Party Systems "Frozen" ? », *Comparative Political Studies*, n°17, 1984.

¹⁰ MAIR, P., « L'hypothèse du gel des clivages politiques : une évaluation », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 5, n°3, 1998, pp. 669-693.

¹¹ HOTTINGER, J. T., « Le dégel des clivages ou une mauvaise interprétation de la théorie de Lipset et Rokkan », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 2, n°1, 1995.

¹² BARTOLINI, S., MAIR, P., *Identity, Competition and Electoral Availability : the Stabilisation of European Electorates, 1885-1985*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.

nouvelles familles partisanes n'invalident pas le constat du maintien relatif des grandes alternatives partisanes historiques, dont la social-démocratie. Pas plus que ne le fait le déclin relatif du clivage « Possédants/Travailleurs », dont attesterait celui du « rôle de la classe sociale dans la détermination du vote »¹³. En somme, *il peut y avoir concomitance entre maintien de ces grandes alternatives et mutation du système des clivages*. Car si les nouvelles familles politiques que nous avons évoquées ne sont pas inscriptibles dans l'univers connu des quatre clivages identifiés par Lipset et Rokkan, elles sont en revanche les traductions organisationnelles de deux nouveaux clivages : « Homme/Nature » et « Identité/Cosmopolitisme »¹⁴. Enracinés dans les mutations sociales et culturelles des sociétés postindustrielles depuis l'après-guerre, ces clivages relèvent nécessairement d'une « révolution historique » au sens de Rokkan, que Pierre Martin reconnaît dans la « Révolution globale » qui déploierait progressivement ses effets depuis 1945¹⁵.

1.2. Ce que la globalisation (et l'europanisation) fait aux systèmes de clivages et à la famille sociale-démocrate.

L'hypothèse d'une révolution historique à l'œuvre semble d'ailleurs confortée par l'apport récent d'Hanspeter Kriesi, notamment à travers l'ouvrage collectif *West European Politics in the Age of Globalization*¹⁶. Le nouveau conflit structurel « *integration/demarcation* » (ouvert/fermé) que les auteurs identifient est-il un nouveau clivage ? Si oui, s'ajoute-t-il ou retraduit-il le clivage « Identité/Cosmopolitisme » ? Si la réponse à ces questions n'est pas évidente, et dépasse le cadre de cette analyse, il n'en reste pas moins que ce conflit impacte la structure de l'espace politique, analysée par les auteurs selon deux dimensions, culturelle et économique. La globalisation, comme ouverture croissante des frontières aux marchandises, capitaux et humains, provoquerait une nouvelle opposition entre « gagnants » et « perdants » de ce phénomène, à travers trois mécanismes liés entre eux : l'intensification de la compétition économique entre secteurs protégés et non-protégés, l'augmentation de la diversité culturelle, et celle de la concurrence entre les niveaux de régulation stato-nationaux et supranationaux. Or, ce nouveau conflit (qui s'exprime surtout culturellement) a pour propriété de traverser les frontières des clivages « traditionnels »

¹³ DOGAN, M., « Classe, religion, parti : triple déclin dans les clivages électoraux en Europe », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 3, n°3, 1996, p. 538. Notons cependant l'existence d'un débat sur la surestimation du déclin des « variables lourdes », dont rend compte Nonna Mayer in MAYER, N., *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, Paris, 2010, pp. 107-136.

¹⁴ MARTIN, P., « Comment analyser les changements dans les systèmes partisanes d'Europe Occidentale depuis 1945 ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 14, n°2, 2007, p. 266.

¹⁵ En dehors des dimensions culturelle et économique habituellement mises en avant, l'auteur prend en compte à juste titre l'essor d'institutions supra-étatiques, ainsi que celui d'une « conscience globale », sans laquelle l'inquiétude concernant la finitude des ressources et les méfaits du productivisme ne pourrait pas se comprendre.

¹⁶ KRIESI, H., GRANDE, E., LACHAT, R., DOLEZAL, M., BORNSCHIER, S., FREY T., *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge University Press, Cambridge, 2008.

ayant historiquement structuré les systèmes de partis¹⁷. De nombreux travaux viennent confirmer cette approche, notamment l'analyse de l'économiste Pierre-Noël Giraud des effets de la globalisation financière. Il en résulte selon lui un éclatement du salariat caractérisé par une polarisation et une inégalité croissantes entre les « compétitifs », « élevés à la dignité de “capital humain” [et] associés à la rémunération du capital financier », et ceux dont le travail moins qualifié est facilement remplaçable, d'où la « flexibilité croissante » et la « pression à la baisse [des] salaires » qui leur sont imposés¹⁸. Par ailleurs, dans une note alarmiste consacrée à l'essor des partis de droite radicale et écrite pour un think-tank social-démocrate, la politologue Montserrat Guibernau pointe la globalisation comme génératrice à la fois d'insécurité économique et d'anxiété culturelle, à même d'exacerber les sentiments d'hostilité envers les populations immigrées ou issues de l'immigration extra-européenne, et cela malgré les effets homogénéisants du clivage de classe¹⁹.

Cela suffit-il à parler d'une révolution historique, donnant lieu à un clivage entre partisans de l'ouverture et partisans de la fermeture des frontières ? Comme l'a remarqué Bartolini, les différents types de frontières (politiques, économiques, culturelles...) et la diversité des stratégies possibles pour un même but (investir l'UE comme « rempart » la mondialisation ou au contraire la dénoncer comme « cheval de Troie » de cette dernière) interdisent pour l'instant de poser l'équation en ces termes, du moins si l'on s'attache à la définition restrictive des clivages. En outre, le clivage « Homme/Nature » né sur la contestation du productivisme est bien à relier à la « révolution mondiale », sans pour autant qu'il reflète strictement un conflit entre « ouverture » et « fermeture ». Notre conviction est donc que si une « révolution mondiale » est à l'œuvre, elle ne se réduit pas à un conflit « ouvert/fermé », qui en constitue cependant une dimension essentielle. La mise en évidence de l'irruption de cette dimension dans l'espace politique traduit le fait que des modifications profondes de la stratification sociale (1) *soit* sont en cours de traduction organisationnelle et partisane, (2) *soit* altèrent profondément la capacité de mobilisation sur les lignes des clivages les plus anciens. En effet, le conflit « ouvert/fermé » impliqué par cette révolution historique s'exprime par des démarcations territoriale et fonctionnelle à contenu social et culturel, et qui se superposent relativement bien l'une à l'autre²⁰, tout en ne recoupant pas les démarcations propres aux clivages anciens, ainsi que Kriesi *et al.* en ont eu l'intuition. Ce faisant, et quel que soit le statut que les analystes leur accorderont, selon qu'elles leur paraissent faire

¹⁷ *Ibidem*, pp. 3-20.

¹⁸ GIRAUD, P.-N. [2001], *Le commerce des promesses*, Éditions du Seuil, 2009 (nouvelle édition), p. 222.

¹⁹ GIBERNAU, M., « Migration and the rise of the radical right », *Policy Network Paper*, www.policy-network.net, mai 2010.

²⁰ Sur la notion de « démarcation » et ses caractéristiques, voir BARTOLINI, *op.cit.*, pp. 14-17. La formation des clivages repose sur l'existence préalable de démarcations internes à une entité politique, qui « définissent des critères d'exclusion et de fermeture collectifs et individuels » (16), qu'il s'agit pour des agents de mobilisation de « cristalliser ».

l'objet d'un processus de mobilisation et d'institutionnalisation politique ou non, elles viennent *a minima* « travailler » les systèmes de clivages historiques. Ainsi, le conflit « ouvert/fermé » au niveau territorial se traduit par une opposition « territoires gagnants/territoires perdants », que nous pourrions reformuler plus précisément par l'opposition « Métropoles/Zones périurbaines et rurales ». Au niveau fonctionnel, selon que le conflit est à dominante culturelle ou économique, on parlera d'opposition « Nomades/Stables »²¹ (assez proche nous semble-t-il du clivage « Identité/Cosmopolitisme ») ou de l'opposition « Mondialisateurs/Antilibéraux »²² (qui pourrait s'affirmer comme une recomposition du clivage « possédants/travailleurs », mais dont la faible capacité mobilisatrice reste patente). Ces oppositions traduisent le fait suivant relevé par Kriesi *et al.* : « mobility becomes the most powerful factor of social stratification »²³. Le constat de ce phénomène majeur, dont les effets sur la vie politique alimentent les débats sur la pertinence de la théorie des clivages, recoupe les observations du géographe Christophe Guilluy. Auscultant les dynamiques de la géographie sociale française, qui selon lui se retrouvent dans d'autres pays européens, Guilluy constate une polarisation entre des métropoles insérées dans l'économie mondialisée, où les couches supérieures et intellectuelles et les catégories populaires immigrées se concentrent de plus en plus, et une « France périphérique », où les couches populaires sont surreprésentées, et qui face à l'insécurité économique et culturelle, surinvestissent le territoire. Une attitude à l'inverse du « nomadisme métropolitain » qui caractériserait en partie l'identité des habitants des grandes villes²⁴. Or, il semblerait bien que les comportements électoraux associés à ces deux types de territoires divergent, à l'instar de ce que Teixeira et Judis ont pu observer aux États-Unis²⁵. *L'apparition de nouveaux clivages, ainsi que la déstabilisation des structures de compétition politique par de nouveaux types de démarcation, sont donc les mutations issues d'une nouvelle « révolution historique mondiale », qui impactent les systèmes de clivages décrits par Lipset et Rokkan.*

Après avoir évoqué ce que la globalisation fait aux systèmes de clivages, nous pouvons mieux appréhender ce que la globalisation fait à la social-démocratie, qui subit d'une part les mutations au niveau des clivages (avec le déclin de son clivage « de naissance » et l'essor de

²¹ Les termes sont empruntés à Stefano Bartolini et suggèrent selon lui une alternative entre « perception et évaluation positive des nouvelles circonstances matérielles et culturelles et options de mobilité d'un côté, et perceptions des coûts de celles-ci de l'autre », cité in ROGER, A., *op.cit.*, p. 212.

²² Les termes, que nous aurions pu d'ailleurs reformuler par « mondialisateurs/anti-néolibéraux », sont empruntés à Pierre Martin (*op.cit.*) qui souligne seulement une « émergence possible » (p. 269) de ce clivage.

²³ KRIESI, H., GRANDE, E., LACHAT, R., DOLEZAL, M., BORNSCHIER, S., FREY T., *op.cit.*, p. 5.

²⁴ GUILLUY, C., *Fractures françaises*, Paris, François Bourin Editeur, 2010.

²⁵ JUDIS, J.B., TEIXEIRA, R., *The Emerging Democratic Majority*, Scribner, 2004 ; LABOURET, S., « “Guerres culturelles” et réalignement électoral dans un système partisan semi-décentralisé », *Revue française de science politique*, vol. 61, n°1, février 2011, pp. 119-123 ; ESCALONA, F., VIEIRA, M., « La social-démocratie des idéopôles », in DE WAELE, J.-M., VIEIRA, M. (dir.), *La droitisation de la classe ouvrière ?*, Economica, Paris, 2011 (à paraître).

nouveaux clivages ou divisions qui n'appartiennent pas à sa tradition), et d'autre part des contraintes structurelles fortes sur les politiques économiques et sociales associées à sa prospérité idéologique et électorale. Premièrement, donc, il faut rappeler que la *raison d'être* de la famille sociale-démocrate au moment de son émergence et de sa contribution à la nationalisation des électors, a été la défense des classes laborieuses industrielles et des « non-possédants » en général. En cohérence avec son approche restrictive de la notion de « clivage », Bartolini a ainsi développé dans une étude majeure les modalités d'organisation collective et électorale de ces classes par les partis sociaux-démocrates en Europe. L'un des résultats obtenus étant que plus l'émergence des partis intervenait au début de la croissance de cette base sociale, plus les partis étaient susceptibles d'en tirer les bénéfices en termes de mobilisation²⁶. C'est donc un clivage à dominante socioéconomique qui a donné naissance à la famille sociale-démocrate. Par conséquent, on comprend bien que l'émergence de nouveaux clivages ou nouvelles démarcations à dominante culturelle se présente comme un défi à sa capacité mobilisatrice. Mattei Dogan souligne ainsi que « la solidarité de classe se désagrège [en raison du] changement de la structure ethnique des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière »²⁷. Le clivage « vertical » est ici plus fort que le clivage « horizontal ». Bartolini avait d'ailleurs perçu la fragilité intrinsèque de ce clivage par rapport aux autres, expliquant : « class conditions are a social stigmata that can be modified by individual or group mobility or by emigration. Ethnic or religious identities are based on characteristics that lead more easily to a wholly closed relationship »²⁸. De ce point de vue, la résilience sociale-démocrate n'apparaît que plus remarquable ! Par ailleurs, il est évident que la nature productiviste de la vision du monde des sociaux-démocrates les a handicapés dans la prise en compte des préoccupations écologistes, tandis que la poussée libertaire issue de la « Révolution silencieuse »²⁹ remettait en cause un agenda politique centré prioritairement sur la dimension matérielle des conflits³⁰. Enfin, nous mentionnerons rapidement que si l'opposition « Anti(néo)libéraux/Mondialisateurs » gagnait en capacité mobilisatrice, les sociaux-démocrates ne seraient pas non plus avantagés, dans la mesure où leur positionnement depuis la décennie 1980 semble s'être opéré sur le second versant, ce dont témoignent l'intégration croissante de

²⁶ BARTOLINI, S., *The Political Mobilization of the European Left, 1860-1980: the Class Cleavage*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000, pp. 145-151.

²⁷ DOGAN, M., *op.cit.*, p. 539.

²⁸ BARTOLINI, S., *op.cit.*, p. 21.

²⁹ INGLEHART, R., *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton University Press, Princeton, 1977.

³⁰ KITSCHOLT, H., *The Transformation of European social democracy*, Cambridge University Press, Cambridge and New York, 1994.

dirigeants sociaux-démocrates à la « *transnational class* »³¹, mais surtout les politiques économiques et sociales mises en œuvre ces dernières décennies.

Deuxièmement, donc, la globalisation a contribué réduire la capacité de la social-démocratie à mener des politiques économiques étrangères à un paradigme néolibéral défavorable aux couches populaires³². Ici, c'est d'abord de la dimension économique de la globalisation dont il est question. Pour la définir, nous suivons Beaujard *et al.*, qui lui préfèrent d'ailleurs le terme français de « mondialisation », lequel rend compte selon eux non seulement d'une expansion géographique des échanges, mais aussi de « la création d'un véritable marché mondial déségrégué, concernant les biens et les services, mais aussi les facteurs de production (terre, travail et capital) et contraignant en retour les économies nationales »³³. Ce phénomène, si l'on en croit certains analystes, a contribué à affaiblir l'œuvre sociale-démocrate (mais les droits d'auteur sont en réalité partagés !) de l'État social, notamment en agissant de manière négative sur les taux de chômage³⁴. Cependant, le « compromis social-démocrate » ou social-keynésien d'après-guerre ne se réduisait pas à l'extension de la protection sociale ou à des politiques redistributrices. En effet, il consistait en un contrôle macroéconomique de l'utilisation des ressources en vue du plein emploi, ce qui se caractérisait par la restriction de l'autonomie de la finance (contrôle partiel des capitaux et du crédit), une tendance à accepter un certain niveau d'inflation défavorable aux détenteurs de patrimoine, la perte de contrôle de ces derniers sur la gestion et les finalités des firmes, et enfin des interventions étatiques dans la sphère productive (que ce soit sous la forme de planifications « douces » concertées ou de nationalisations sélectives)³⁵. Cette période, qui fut marquée par une nette amélioration de la condition salariale, s'acheva durant la décennie 1970, sous le poids de facteurs de crise à la fois endogènes et exogènes à ce compromis. Or, c'est depuis le milieu de la décennie 1980 que le processus de mondialisation s'accéléra, en parallèle avec la domination du paradigme néolibéral. *Doctrine* économique destinée à discréditer l'approche

³¹ SPRAGUE, J., « Transnational Capitalist Class in the Global Financial Crisis: A Discussion with Leslie Sklair », *Globalizations*, vol. 6, n°4, 2009, pp. 499-507.

³² Bien que le rôle des sociaux-démocrates dans l'essor de la globalisation ne soit pas neutre, nous avons voulu nous en tenir ici à une discussion portant sur les contraintes, pour la clarté de l'exposé. Précisons en outre que pour ne pas alourdir le propos, nous avons considéré l'europanisation comme partie intégrante ou expression de la globalisation, suivant en cela la remarque de Fritz Scharpf, selon laquelle mondialisation et intégration européenne sont des processus « intimement liés » qui produisent tous deux une certaine « perte de capacité de résolution des problèmes » (SCHARPF, F., *Gouverner l'Europe*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, p. 10.).

³³ BEAUJARD, P., BERGER, L., NOREL, P., « Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale », p. 14, in BEAUJARD, P., BERGER, L., NOREL, P., *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, Éditions La Découverte, Paris, 2009.

³⁴ KORPI, W., « Welfare-State Regress in Western Europe: Politics, Institutions, Globalization, and Europeanization », *Annual Review of Sociology*, vol. 29, 2003, pp. 589-609 ; HUBER, E., STEPHENS, J.D., « The Social Democratic Welfare State », pp. 276-311, in GLYN, A. (dir.), *Social Democracy in Neoliberal Times*, Oxford University Press, Oxford, 2001.

³⁵ GLYN, A., « Aspirations, Constraints and Outcomes », pp. 1-20, in GLYN, A. (ed), *op.cit.* ; DUMENIL, G., LEVY, J., « Coûts et avantages du néolibéralisme », pp. 205-225, in DUMENIL, G., LEVY, J. (dir.), *Le Triangle infernal, crise, mondialisation, financiarisation*, PUF, Paris, 1999.

keynésienne dans un premier temps, le néolibéralisme a été analysé par des auteurs néo-marxistes comme une *phase* à part entière du capitalisme, caractérisée par la libération sans précédent du pouvoir de la finance. Robert Brenner explique ainsi que « les politiques garantissant les intérêts du capital financier ont fonctionné à l'encontre de l'économie sous-jacente en général et des intérêts de la classe ouvrière en particulier »³⁶. Le constat est partagé par le politologue Andrew Glyn, qui souligne à quel point les résultats obtenus par les sociaux-démocrates par rapport à leurs objectifs traditionnels furent médiocres lors des décennies 1980-1990 : augmentation du chômage plus forte que celle de la moyenne OCDE ; inégalités sociales contenues ou en augmentation (malgré une réticence aux coupes drastiques dans les budgets sociaux) ; déclin des interventions au niveau de l'offre productive, au profit de politiques orientées vers la restauration des taux de profit³⁷.

1.3. Une question de recherche: comprendre la résilience de la famille sociale-démocrate face aux changements décrits.

Le tableau que nous avons dressé comporte toutefois une énigme de taille, qui tient à la concomitance de deux phénomènes : d'une part, des mutations du système de clivages identifié par Lipset et Rokkan sont débattues depuis une vingtaine d'années, et pour certaines avérées ; d'autre part, bien que de nouveaux acteurs partisans soient apparus, la compétition électorale reste dominée par les « grandes alternatives partisans » bâties précisément sur l'ancien système de clivages. De fait, dans la majorité des pays d'Europe occidentale et jusqu'à la fin de la décennie 2000, les partis conservateurs et les partis sociaux-démocrates restent les principales forces politiques se concurrençant pour diriger le gouvernement ou une coalition gouvernementale. Les cas encore rares échappant à cette observation (Italie, Suisse, Irlande) tendent d'ailleurs à confirmer la constatation globale du maintien relatif des « grandes alternatives partisans » en général, et de la conservation de ce statut par les partis sociaux-démocrates en particulier. Lipset et Rokkan mettaient en avant le fait que le marché des soutiens électoraux aurait été saturé. Cependant, dans le cas d'une nouvelle révolution historique à l'œuvre, ainsi que dans le contexte d'une baisse des effectifs des partis traditionnels et de leurs capacités d'encadrement, les cartes sont de ce point de vue rebattues. En outre, plus les alternatives en question sont « plus âgées » que la moyenne des électeurs eux-mêmes, plus est susceptible de se produire une déstabilisation du partage du marché des soutiens, sous l'effet des évolutions sociologiques. L'émergence de nouvelles familles de partis étrangères au système des quatre clivages fondamentaux représente

³⁶ BRENNER, R., « Du néolibéralisme à la dépression ? Vers la crise du capitalisme mondial », p. 48, *in* DUMENIL, G., LEVY, J. (dir.), *op.cit.*

³⁷ GLYN, A., *op.cit.*

une preuve empirique de ces deux derniers arguments. Par ailleurs, le fait que des grands partis de gouvernement disposent de ressources particulières (institutionnelles, financières) ne constitue pas non plus, à nos yeux, une explication satisfaisante. Après tout, *le fait d'avoir des ressources à disposition ne renseigne pas sur la façon dont elles peuvent être employées, ni surtout à quelles fins. Il faut donc aller plus loin.*

C'est pourquoi nous formulons l'hypothèse que le concept de « reconversion partisane », en tant qu'ensemble de mutations accomplies par une famille partisane, représente une clé de résolution de cette énigme. La social-démocratie nous apparaît être un cas particulièrement intéressant pour tester ce concept, dans la mesure où cette famille est génétiquement positionnée sur le clivage « Possédants/Travailleurs » qu'elle a contribué à institutionnaliser. Or, les dynamiques soumises à réflexion dans cette section thématique l'impactent de deux manières, d'une part en l'affaiblissant (nouveaux clivages à dominante culturelle) et/ou en le recomposant (clivage potentiel « Antilibéraux/Mondialisateurs »), d'autre part en réduisant la capacité de la social-démocratie à mener des politiques qui soient en phase avec son « versant historique », celui des non-possédants. Cette observation étant en lien avec un autre phénomène à l'origine de notre projet de recherche, et qui a trait à la réduction de la base matérielle des politiques de progrès social des gouvernants sociaux-démocrates, depuis la décennie 1970. Compte tenu de ces éléments, et si l'on rappelle que la social-démocratie comme « grande alternative partisane » a traversé un siècle d'histoire, deux guerres mondiales et deux crises structurelles du capitalisme, sa résilience ne peut que frapper. Malgré trente ans d'analyse prophétisant sa disparition, la social-démocratie demeure, et ceci mérite selon nous quelque investigation.

2. Une clé explicative : le concept de « reconversion partisane ».

2.1. Définir le concept : une combinaison de 3 types de mutations.

Le concept de « reconversion partisane » a été avancé par Pierre Martin dans son article portant sur les changements dans les systèmes partisans d'Europe Occidentale, où il l'évoquait déjà comme un outil d'élucidation, permettant de comprendre la rareté des « effondrements de grandes organisations partisans à vocation gouvernementale »³⁸. En écho à l'analyse du personnel politique comme groupe « d'entrepreneurs politiques », nous partons de la prémisse théorique que les partis sont, comme des « entreprises politiques », capables de se reconvertir. Dans cette logique, la « reconversion partisane » se définit comme l'ensemble des mutations

³⁸ MARTIN, P., *op.cit.*, p. 275.

engagées par un parti politique, dans le but de répondre avec succès à l'obsolescence de son projet et à la déstabilisation de sa base sociale et des clivages qui le définissent historiquement. Ces mutations peuvent être rassemblées sous trois catégories principales : la redéfinition du projet politique (quels objectifs et quels types de politiques se substituent aux précédents) ; la recomposition de la base électorale (comment la coalition d'électeurs du parti se transforme) ; les changements organisationnels (comment les règles institutionnelles et les rapports de pouvoirs au sein du parti sont modifiés). Si l'on devait définir un idéaltype de la reconversion partisane, il combinerait ces trois types de mutations, qui s'appuient logiquement l'un sur l'autre : changer de projet signifie en effet que le parti devient l'agent médiateur d'intérêts sociaux différents, d'où la nécessité de fidéliser et de mobiliser sur d'autres enjeux d'autres soutiens électoraux, nécessité qui implique à son tour l'existence d'une structure partisane adaptée à cette nouvelle quête. Pour filer la métaphore du marché électoral, nous pouvons rapprocher la reconversion de la stratégie d'une entreprise qui change de produit, investit de nouveaux marchés et capte une nouvelle clientèle, grâce à une adaptation des techniques de vente, des modes de management et de l'organigramme.

Cependant, un idéaltype n'est qu'un guide pour la pensée et l'analyse, dont nous ne devons pas attendre une reproduction parfaite dans le monde réel, sous peine de traquer vainement des reconversions « pures » ou « totales ». Après tout, une entreprise peut décider de soigner son image de marque en conservant d'anciens marchés, même peu rentables ! Plus fondamentalement, un parti n'est pas un monolithe : l'étude de son évolution générale ne doit pas négliger les courants hostiles à la ligne politique dominante, ou encore les bases locales à la sociologie et à la pratique différentes de celles privilégiées par le « centre ». Comme l'a souligné Eldersveld, un parti est « un système politique en miniature »³⁹, dont les différentes composantes influent sur les caractéristiques apparentes du parti. C'est ce qui rend si nécessaire l'attention à accorder à la trajectoire historique suivie par un parti jusqu'au moment où il se reconvertit, et qui impacte ses capacités de reconversion, tout comme les modalités que suivra cette dernière. Toute mutation prend forme à partir d'un « déjà là », qui peut soit favoriser la reconversion, soit l'handicaper. La même logique vaut par ailleurs pour l'environnement extérieur au parti, c'est-à-dire les atouts ou les contraintes exogènes avec lesquels ses responsables devront composer. Il faut donc s'attendre à observer différents types de reconversion, plus ou moins rapides, abouties et assumées, et surtout combinant différemment les trois ordres de mutations que nous avons défini.

Toutefois, ces précautions ne doivent pas aboutir à vider de son sens le concept de « reconversion partisane ». C'est pourquoi il faut insister sur le fait que ce dernier implique nécessairement une adaptation du projet à un contexte nouveau et des changements sociologiques

³⁹ Cité in SARTORI, G. [1976, 2005], *Partis et systèmes de partis-Un cadre d'analyse*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011, p. 117.

au niveau de la coalition électorale. En outre, on ne pourra parler de « reconversion » que lorsqu'un critère de *durabilité* est vérifié. La reconversion ne se confond pas des réorientations stratégiques chaotiques : il s'agit d'un processus, certes susceptible d'être entravé, mais qui possède une direction et imprime sa marque sur l'identité du parti concerné, au-delà de l'échelle temporelle de court terme qui sépare une échéance électorale de la suivante. Ce que cette observation confirme, c'est que la reconversion partisane permet d'appréhender la mutation identitaire d'une force politique, au-delà d'une approche fondée sur des appels électoraux sans lendemain ou sur les seuls changements idéologiques. Non pas que ceux-ci soient à négliger, mais dans notre esprit ils ne peuvent suffire à résumer des stratégies de reconversion, qui obéissent d'abord à un impératif de survie, lequel concerne *l'organisation* et non les idées portées par celle-ci.

2.2. *L'ancrage théorique du concept.*

Le concept de « reconversion partisane » renvoie à une conception des partis politiques mettant l'accent sur leurs capacités d'adaptation, tout en considérant que ces dernières sont modelées par « la mainmorte du passé ». S'agissant des facultés d'adaptation, nous rejoignons ici la vision des partis de Peter Mair : contre le « mythe » qui voudrait que le changement électorale soit nécessairement le fruit du changement social, il souligne que l'absence d'automaticité de ce lien s'explique justement par la propension des partis à évoluer face aux circonstances⁴⁰. Au fond, le gel des grandes alternatives partisanes, voire le gel relatif des systèmes partisanes, ne seraient possibles que grâce au « dégel » des partis individuels. Sans oublier la capacité de ces derniers à peser sur les conditions mêmes de la compétition à laquelle ils participent ! De la même façon, la plasticité des stratégies partisanes est un argument-clé d'Herbert Kitschelt dans son ouvrage sur les transformations de la social-démocratie. Contestant les analyses en termes de classe sociale qui prédisaient un destin sombre à la social-démocratie, Kitschelt arguait non seulement que les lignes de conflits politiques s'étaient complexifiées, ouvrant de nouvelles opportunités de positionnement, mais aussi que les partis sont justement des organisations susceptibles de les saisir, au besoin en adaptant leurs discours et leurs façons de concourir dans l'arène électorale : « social democratic strategies and electoral fortunes are explained primarily in terms of how parties respond to the patterns of party competition that they confront in the electoral and legislative arena and how they engage in intraorganizational coalition building that promotes particular strategies »⁴¹. Évidemment, s'agissant d'une réaction à une mutation des systèmes de

⁴⁰ MAIR, P. [1997], *op.cit.*, p. 89.

⁴¹ KITSCHELT, H., *op.cit.*, p. 282.

clivage, un simple repositionnement stratégique risque de ne pas suffire : d'où la conviction que le fait d'avoir surmonté cette mutation jusqu'à présent (ainsi qu'un certain nombre d'autres défis), ne peut se comprendre que par une combinaison de changements profonds, mettant en jeu l'identité même de la force politique étudiée.

Dans le même temps, il importe de rappeler que la souplesse face aux changements des termes de la compétition peut différer d'un parti à l'autre, y compris au sein d'une même famille partisane. Non seulement en raison des institutions ou des différences entre systèmes de partis, mais aussi en raison de l'histoire de ce parti. Sans que les caractéristiques de ce dernier soient à jamais définies par ses conditions de naissance, celles-ci pèsent sur la gestion interne et le rapport à l'environnement du parti. C'est du moins ce que soutiennent les partisans d'une attention forte au « moment fondateur » du parti, comme Angelo Panebianco⁴². Cette approche, qualifiée de « génétique », nous amène à un autre ancrage théorique important concernant notre conception des partis : la théorie des clivages de Lipset et Rokkan. Nous l'avons déjà évoquée, mais nous voudrions insister sur le fait qu'analyser aujourd'hui les familles partisans (et en particulier la famille sociale-démocrate) issues de ces clivages, ne représente pas un anachronisme. Non seulement car la relative homogénéité de la famille sociale-démocrate peut encore se défendre, mais surtout parce que la théorie des clivages implique de penser la société dans sa dimension conflictuelle. Or, il est tout à fait envisageable que de nouveaux conflits, fruits de nouvelles contradictions dues à l'évolution des sociétés, donnent naissance à de nouveaux clivages, pour peu que des partis se positionnent sur ces enjeux et se fassent les médiateurs des intérêts d'un groupe social sur la scène politique. D'ailleurs, nul partisan sérieux de cette théorie ne prétend que les partis sont prisonniers de leur identité originelle. C'est pourquoi cette théorie est tout à fait utile à la fois pour prendre en compte le poids du passé et pour penser le changement.

Cependant, c'est selon nous une autre notion issue de la sociologie historique qui illustre le mieux l'ambition qui est la nôtre de réconcilier une approche qui tient compte *et* des effets à long terme des premiers moments d'existence d'une famille politique, *et* de la propension au changement et à l'adaptation de cette dernière. Cette notion provient d'une approche particulière, l'institutionnalisme historique, dont la force est en effet d'accorder une attention particulière à la fois au poids de « l'ancien » et à l'irruption du « nouveau ». Il s'agit du « sentier de dépendance » (*path dependence*), qui exprime l'idée que la trajectoire historique d'une organisation, en l'occurrence une famille ou un parti politique, est façonnée par des options empruntées parmi d'autres au moment de « phases critiques » (*critical junctures*). Certes, ces moments de bifurcations, bien que souvent considérés comme logiques *a posteriori*, ne peuvent guère se

⁴² PANEBIANCO, A., *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

prévoir. Néanmoins, comme le souligne Michel Grossetti dans un récent ouvrage consacré à la question, les bifurcations sont au croisement de l'imprévisible et de l'irréversible (imprévisibilité de la crise, irréversibilité des issues trouvées)⁴³. En effet, tout en ayant leur part de contingence, leur accumulation au fil du temps acquiert un caractère de plus en plus déterminant, en enserrant peu à peu l'organisation dans une voie élaguée de toutes les alternatives précédemment rejetées. Le choix d'une option qui irait à l'encontre du « sentier » singulier suivi par les acteurs devient de plus en plus coûteux, de moins en moins probable⁴⁴. L'institutionnalisme historique nous amène ainsi à ne pas considérer comme contradictoires des approches qui nous seront toutes utiles pour penser la reconversion partisane, qu'elles soient considérées comme « génétiques » ou qu'elles mettent l'accent sur la faculté d'adaptation des stratégies partisans. Surtout, cette méthode d'analyse est particulièrement adaptée à la démarche que nous proposons, qui s'applique à un objet large –une famille partisane- et se fonde sur une étude comparée de processus relativement longs. L'étude de la « reconversion partisane » de la social-démocratie nécessitera en effet de confronter des cas nationaux représentatifs de cette famille, depuis la fin des années 1970, soit le moment d'entrée en crise de nombreux partis sociaux-démocrates, et le début du déploiement significatif des effets de la nouvelle « révolution historique ».

3. Un cadre d'analyse comparée.

Cette comparaison exige une connaissance fine de chaque cas, sans que pour autant soit possible un usage systématique de sources primaires, qui dépasserait nos compétences et nos ressources en temps. C'est pourquoi, au-delà d'un certain nombre d'indicateurs chiffrés qui pourront être utilisés, en particulier concernant les évolutions électorales, un usage de sources secondaires se révélera indispensable, sans pour autant sacrifier à la rigueur de l'analyse. Comme l'a écrit Theda Skocpol, « la tâche [du comparatiste] ne consiste pas à révéler de nouvelles données sur des aspects particuliers [des objets] qu'il étudie. Il s'agit plutôt pour lui d'établir l'intérêt d'un raisonnement global sur les régularités causales concernant les divers cas historiques, et d'en montrer le bien-fondé. [Il doit donc] trouver systématiquement les publications spécialisées qui abordent les questions jugées importantes au regard des considérations théoriques dictées par l'analyse comparative. »⁴⁵. Différentes méthodes,

⁴³ BESSIN, M., BIDART, C., GROSSETTI, M., *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Éditions La Découverte, Paris, 2010.

⁴⁴ Lire à ce sujet PIERSON, P. et SKOCPOL, T., "Historical Institutionalism in Contemporary Political Science", in KATZNELSON, I. et MILNER, H. V. (dir.), *Political Science: State of the Discipline*, W.W. Norton, New York, 2002, pp. 693-721.

⁴⁵ SKOCPOL, T., *États et révolutions sociales*, Fayard, Paris, 1985, p. 13.

notamment de concordance et de différence⁴⁶, permettront d'évaluer l'impact de différentes variables sur les types de reconversions partisans observés.

3.1. Pour une typologie des « reconversions partisans ».

Intuitivement, le cas le plus achevé de reconversion partisane semble être le passage du *Old* au *New Labour* britannique. Pour autant nous ne prétendons pas que les évolutions qu'il a suivies dans chacune des dimensions ont été ou seront identiques pour les autres partis. Nous l'avons déjà affirmé, l'histoire, le système politique, les caractéristiques de chaque État-nation et la temporalité des reconversions, comptent. Pour ne prendre que ce dernier exemple, il est évident que la reconversion du *New Labour*, forgée au cours d'une cure d'opposition longue de dix-huit ans, ne peut être considérée de la même façon que celle du Parti socialiste français, pour qui le processus est indissociable de l'expérience au pouvoir vécue durant les premières années du mandat de François Mitterrand. C'est pourquoi un *design* comparatif est à monter, afin d'aboutir si possible à une typologie des reconversions observées (totales, limitées, avortées), et d'identifier les facteurs explicatifs. Nous avons donc choisi de revenir dans un premier temps sur les trois dimensions de la « reconversion partisane », en indiquant l'objet de nos investigations et les outils qui peuvent nous y aider.

La mutation du projet du parti se reconnaît dans une altération profonde de ce projet, ou la substitution d'un nouveau projet au projet historique. Il s'agit sans doute de la clé de voûte du concept de « reconversion partisane », qui offre *un lien direct avec la mutation des systèmes de clivages*. De fait, notre conception du « projet » se rapproche de celle de Daniel-Louis Seiler, qui le définit comme l'ensemble des fins ultimes unissant les membres d'un parti à travers le temps, et l'identifie grâce à « sa fonction médiatrice entre société civile et société politique, qui conduit le parti à se transformer en agent social du conflit en même temps qu'en instrument politique de son intégration »⁴⁷. La question de la mesure de la mutation du projet n'est toutefois pas aisée. Elle doit selon nous emprunter deux voies : la première qui met l'accent sur *ce que dit* le parti aux électeurs dont il attend le soutien, à travers son travail programmatique et surtout les enjeux qu'il met en avant et sur lesquels il se positionne lors des campagnes électorales ; la seconde qui met l'accent sur *ce que fait* le parti une fois au pouvoir, c'est-à-dire s'il tente et parvient à défendre les intérêts de ceux dont il est censé médiatiser les intérêts. Les évolutions programmatiques peuvent être appréhendées *via* les données disponibles issues des bases du *Comparative Manifesto Project*. L'évolution des positions du parti peut quant à elle être mesurée par les données disponibles

⁴⁶ *Ibidem*, pp. 62-64.

⁴⁷ SEILER, D.-L., *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Editions Ellipses, Paris, 2003, p. 33.

issues des sondages d'experts (*expert surveys*), mais aussi se déduire de l'analyse de la littérature scientifique couvrant les principales échéances électorales nationales. Cependant, et cela est vrai aussi pour la prise en compte essentielle des politiques publiques menées, le recours aux monographies et aux études comparatives existantes reste nécessaire. Par exemple, l'ouvrage de Jenny Andersson consacré à la « troisième voie suédoise » et à l'évolution du SAP vis-à-vis des notions de « croissance » et de « sécurité »⁴⁸, nous renseigne de façon indispensable et singulière sur le débats ayant traversé le parti et la nature des choix opérés. Cela permet aussi d'analyser des cas nationaux selon notre propre grille de lecture, en croisant les interprétations d'auteurs différents.

La mutation de la coalition électorale du parti représente la seconde dimension à prendre en compte, qui vise à renseigner sur *la recomposition de la pluralité des groupes sociaux qui soutiennent électoralement le parti*, de façon plus ou moins durable ou intense. Dans cette logique, il s'agit de distinguer des groupes « périphériques », et ceux qui constituent le « noyau électoral » du parti, « *the core base* » (soit les plus fidèles, et donc les plus identitaires). Dans son travail portant sur l'effondrement des grands partis de gouvernement, Charles S. Mack pointe parmi les facteurs décisifs le désalignement du « noyau central »⁴⁹. Ce que cela suggère pour nous en creux, c'est qu'il est possible que la survie d'un parti en tant que « grande alternative », repose non pas tant sur la conservation à tout prix de ce noyau, mais sur sa recomposition. Là encore, on se rend compte de l'impact fort que cela peut avoir en termes identitaires pour le parti. Concrètement, il s'agira donc d'étudier les évolutions électorales des partis étudiés, en repérant alignements et désalignements au sein du noyau électoral, et réagencements des groupes sociaux à sa périphérie.

Enfin, la mutation de la structure organisationnelle représente la troisième dimension à prendre en compte. Ici, ce sont *la vie interne et les stratégies concrètes de mobilisation électorale* qui sont visées. Plusieurs indicateurs seront donc à observer, à savoir l'évolution du rôle du militant ; le degré de centralisation du parti ; le degré de professionnalisation du corps des adhérents ; le lien avec les syndicats et les autres organisations de la société civile, ainsi que le poids de ces derniers dans les processus décisionnel et programmatique ; le degré d'enracinement local. Une réflexion sur la personnalisation du leadership des partis et de l'usage des *mass media* est par ailleurs essentielle, qui tient compte des apports de Blondel et Thiébault sur la dimension psychologique et la personnalisation de la relation entre les citoyens et les élites politiques⁵⁰, de

⁴⁸ ANDERSSON, J., *Between growth and security-Swedish social democracy from a strong society to a strong way*, Manchester University Press, Manchester and New York, 2006.

⁴⁹ MACK, C.S., *When Political Parties Die*, Praeger, Santa Barbara (California), 2010, pp. 71-73.

⁵⁰ BLONDEL J., THIÉBAULT J.-L., *Political leadership, parties and citizens. The personalisation of leadership*, London and New-York, Routledge, 2010.

Colin Crouch sur la « *post democracy* »⁵¹ et de Seiler sur les bouleversements créés par l'entrée dans la « vidéosphère »⁵². L'intégration de ces phénomènes à l'analyse rend aussi compte du fait que *si les systèmes de clivages sont certes impactés par une révolution historique charriant des nouveaux conflits non pris en charge par les clivages anciens, ils le sont aussi par la modification des conditions matérielles de mobilisation*, à l'âge des médias de masse et de la prolifération des différents canaux de diffusion et d'expression. Si l'on ajoute à cela l'individualisation croissante des sociétés (même si cela ne signifie pas la disparition des groupes sociaux !), alors on comprend que la prise en compte ou la traduction politique et institutionnelle par les partis, des conflits à la source des clivages, ne peut plus s'opérer comme au début du siècle dernier.

3.2. *Les variables envisageables pour expliquer les différents types de reconversion.*

Les variables à mobiliser et à « tester » pour comprendre les modes singuliers de reconversion des partis individuels, doivent être sélectionnées selon deux préoccupations : d'une part intégrer les effets du « code génétique » des partis, d'autre part embrasser du mieux possible les contraintes issues du contexte politique, institutionnel et socioéconomique qui pèse sur la trajectoire des partis.

-La première variable à prendre en compte est donc une variable que l'on qualifiera de « *partisane* ». On peut en effet distinguer différentes traditions au sein de l'univers social-démocrate : (1) La tradition travailliste, concernant essentiellement l'univers britannique, et caractérisée par un lien très fort avec le syndicalisme ouvrier et une faible imprégnation de l'idéologie marxiste. On parle aussi de tradition « chartiste »⁵³ ; (2) La tradition sociale-démocrate « au sens strict », repérable surtout en Europe du Centre et en Europe du Nord⁵⁴. Là encore, le lien avec les syndicats et un ensemble d'organisations est fort, partie intégrante d'une structuration du parti et de ses réseaux en une véritable « contre-société ». L'influence du marxisme y est puissante, ainsi que celle « du christianisme social dans sa version luthérienne »⁵⁵ ; (3) La tradition du socialisme d'Europe du Sud, ou « démocrate-socialiste » selon Seiler, se caractérise par l'empreinte des conceptions jacobines, une concurrence avec d'autres partis dans la représentation du monde ouvrier, et une tendance exacerbée au débat idéologique et à la division

⁵¹ CROUCH, C., *Post Democracy*, Polity Press, Cambridge, 2004.

⁵² SEILER, D.-L., *op.cit.*, pp. 377-382.

⁵³ SEILER, D.-L., *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 2000, p. 120.

⁵⁴ MOSCHONAS, G., *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Montchrestien, Paris, 1994.

⁵⁵ *Ibidem*, p.117.

en courants, favorisée par l'absence de lien syndical et la domination des couches éduquées dans le parti⁵⁶.

-Une seconde variable est de nature *conjoncturelle* : il s'agit d'une part de la situation du parti dans le cycle électoral lorsqu'un processus de reconversion est enclenché (au pouvoir (seul ou avec des partenaires de coalition) ou dans l'opposition), et d'autre part des conjonctures socio-économique et internationale observées à ce moment-là.

-Un troisième type de variables concerne *le système politique*. Devront être pris en compte : (1) les conditions de la compétition politique dans lesquelles s'inscrit un processus de reconversion partisane, ce qui exige d'identifier les caractéristiques des systèmes partisans qui pèsent sur la capacité de mobilité stratégique des partis ; (2) la nature du système législatif, et notamment la division du travail parlementaire (bicaméralisme symétrique, bicaméralisme asymétrique, monocaméralisme) ; (3) la nature du système électoral, et notamment le mode de scrutin de la chambre basse (majorité simple, majoritaire à deux tours, système mixte avec compensation, proportionnel de liste).

-Un quatrième type de variables est de nature *socioéconomique*, et concerne (1) la structure de l'État social, qui peut être déterminée selon la typologie établie par Esping-Andersen (le régime social-démocrate des sociétés scandinaves, le régime libéral des pays anglo-saxons, le régime conservateur-corporatiste des pays d'Europe continentale)⁵⁷ ; (2) la structure productive de l'économie du pays, surtout selon qu'elle repose sur un fort marché intérieur ou soit dépendante des performances à l'exportation du pays.

-Enfin, un dernier type de variables est envisageable, de nature *géopolitique* : (1) La taille du pays et son rôle dans le monde, les alliances qui sont les siennes, l'importance du sentiment d'identité nationale, renseignent sur le rôle éventuel de la politique étrangère dans les conflits et les choix politiques. (2) Surtout, la question sera abordée de *l'impact de l'Union européenne* (UE) sur les reconversions. Même si les pays retenus pour la comparaison sont actuellement adhérents à l'UE, deux éléments peuvent nous aider à évaluer l'impact de l'intégration européenne sur leur évolution. Le premier repose sur l'existence de partis sociaux-démocrates dont l'évolution fut radicale, sans qu'ils connaissent de processus d'intégration régionale comparables à celui l'UE (en Australie et Nouvelle Zélande)⁵⁸. Le second repose sur des chronologies différenciées d'adhésion des pays d'origine à l'UE, alors que l'intégration communautaire elle-même a connu des étapes qualitativement distinctes.

⁵⁶ SEILER, D.-L. [2003], *op.cit.*, pp. 125-130.

⁵⁷ ESPING-ANDERSEN, G., *Les Trois Mondes de l'Etat-providence*, PUF, Paris, 2007 (2^{ème} édition).

⁵⁸ QUIGGIN, J., « Social Democracy and Market Reform in Australia and New Zealand », pp. 80-109, in GLYN, A., *op.cit.*

Même si la désignation des cas à étudier dépasse le cadre de cette communication, il apparaît que les partis sociaux-démocrates issus d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de Suède, illustrent des combinaisons variées des facteurs cités ci-dessus et susceptibles d'impacter les opportunités et capacités de reconversion. Le cas de l'Italie pourrait être mobilisé comme « point de repère », dans la mesure où la « mutation démocrate » représente plus qu'une reconversion : un dépassement des anciens appareils socialistes/sociaux-démocrates construit sur leur disparition⁵⁹.

4. Conclusion. Intérêt et portée du concept.

4.1. Un élément de résolution de l'énigme posée par la double constatation d'une mutation des systèmes de clivages et d'un maintien des grandes alternatives partisans.

A travers la « reconversion partisane » il s'agit d'évaluer la capacité d'un grand parti à assimiler des changements de grande ampleur et à leur survivre, ce qui représente déjà une clé d'explication de la résistance sociale-démocrate à la mutation des systèmes de clivages. Une approche comparée permet d'évaluer en outre les modalités particulières de reconversion, qui sont susceptibles de nous renseigner sur la capacité d'absorption par les partis sociaux-démocrates des nouveaux conflits structureaux. Par conséquent, la connaissance de ces modalités peut donc améliorer notre compréhension des différences nationales de politisation des nouveaux conflits, et contribuer ainsi à l'éclaircissement des débats sur les clivages générés par la « révolution mondiale ». Le concept de « reconversion partisane » répond donc à l'une des pistes de recherche évoquées par la section thématique, à savoir les modes d'adaptation des partis face aux mutations en cours. Dans cette logique, il pourrait trouver sa place dans le champ de recherches en science politique consacré au phénomène partisan.

4.2. Mieux cerner la nature de la famille sociale-démocrate et de ses défis.

S'il est vrai, selon la formule de Spinoza, que « l'effort par lequel toute chose tend à persévérer dans son être n'est rien de plus que l'essence actuelle de cette chose », alors l'étude de la social-démocratie par le biais de la « reconversion partisane » est la meilleure façon d'ausculter son identité actuelle. Et ceci en intégrant qu'il y avait pour elle une forme de *nécessité* à s'adapter

⁵⁹ VAMPA, D., « The Death of Social Democracy: The Case of the Italian Democratic Party », *Bulletin of Italian Politics*, vol. 1, n°2, 2009, pp. 347-370.

aux transformations de son environnement, sur laquelle pesaient un certain nombre de contraintes et les effets du « sentier de dépendance » suivi jusqu' alors. Cela exclut un jugement de valeur, et pourrait rassurer Michel Hastings, qui remarquait que « le changement, quand il est appliqué à la social-démocratie, est nécessairement pensé à travers les catégories du manque et du déclin. [...] Il faudra un jour s'interroger sérieusement sur cette écriture scientifique qui semble se nourrir d'un pessimisme foncier, d'une nostalgie inextinguible »⁶⁰. Cependant, si poser la question de la reconversion partisane revient à poser celle de la nature de la social-démocratie, c'est aussi faire le lien avec la situation de crise dans laquelle se trouve cette famille politique⁶¹.

Nous nous contenterons ici de formuler l'hypothèse selon laquelle la crise de la social-démocratie repose sur des contradictions, que l'on pourrait résumer par la tension entre son positionnement sur son clivage d'origine, et celui qui est le sien sur les nouveaux clivages ou les nouvelles oppositions issues de la « révolution mondiale ». Si ces contradictions ne l'ont pas empêchée de conserver jusqu'ici son statut de principale alternative partisane, on pourrait considérer qu'elles représentent *un coût à payer, soit* du point de vue électoral, quand la modification du support entraîne un déclin dangereux de ce dernier, *soit* du point de vue identitaire. Il est significatif que le début de la décennie 2000 ait été marqué par les interrogations d'auteurs importants sur la pertinence du label « social-démocrate » lui-même. Ce fut le cas de Gerassimos Moschonas⁶², s'inquiétant de la rupture avec une certaine continuité historique que représenterait la fragilisation importante de « l'éthos égalitaire » de cette famille politique ; ce fut aussi le cas de Lipset lui-même, à travers son célèbre article sur « l'américanisation de la gauche européenne »⁶³. Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point les mutations des systèmes de clivage observées jusqu'à présent vont dans le sens de cette dernière thèse. Celle-ci décèle en effet une évolution de la social-démocratie européenne vers un modèle de compétition politique singulier, où les enjeux culturels de conflit prédominent dans un système partisan caractérisé par la faiblesse de sa base de classe⁶⁴.

⁶⁰ HASTINGS, M., « Notes bibliographiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n°2, 2005, p. 244.

⁶¹ ESCALONA, F., « La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ? », *Fondation Jean Jaurès/Observatoire de la social-démocratie*, note n°2, février 2011.

⁶² MOSCHONAS, G., *In the name of social democracy. The Great Transformation: 1945 to the present*, Verso, New York, 2002.

⁶³ LIPSET, S. M., « The Americanization of the European left », *Journal of Democracy*, vol.12, n°2, 2001.

⁶⁴ PETROCIK, J.R., « Party Coalitions in the American Public », pp. 277-297, in GREEN, J.C., COFFEY, D.J. (eds), *The State of the Parties. The Changing Role of Contemporary American parties*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham (USA), 2007.

4.3. Un outil de recherche pour l'analyse d'autres familles politiques.

Malgré notre focalisation sur la famille sociale-démocrate qui constitue notre objet d'étude, nous pensons que l'un des intérêts majeurs du concept de « reconversion partisane » consiste à fournir un outil de recherche supplémentaire, destiné aux politistes s'intéressant aux évolutions d'autres familles partisans. Pierre Martin remarquait déjà en avançant la notion que les partis agrariens (en Scandinavie et en Suisse) ont remarquablement survécu au déclin massif du secteur primaire et du groupe social qui y était lié⁶⁵. Notons aussi que les anciens partis communistes en Europe centrale et orientale ayant survécu pourraient être analysés sous ce prisme, dans un contexte certes radicalement différent, mais qui nourrit une littérature scientifique sur les clivages et les systèmes partisans qui émergent depuis la fin de l'ère soviétique. Enfin, si la « reconversion partisane » est un outil d'élucidation du maintien des grands partis, on peut se demander s'il ne pourrait pas aider à comprendre certaines percées en lien étroit avec l'apparition de nouveaux clivages, comme le suggère l'évolution de certains partis de droite radicale entre les années 1970 et les années 1980⁶⁶. *Ce dernier exemple (bien que ne constituant qu'une intuition) atteste du potentiel du concept de « reconversion partisane », en tant qu'outil de recherche faisant le lien entre mutation des clivages et compréhension du phénomène partisan.*

⁶⁵ MARTIN, P., *op.cit.*, p. 275.

⁶⁶ *Ibidem*, p. 267.